



## MECONTENTEMENTS REELS ET VOLONTE DE DESTABILISATION

«*L*e printemps sera chaud» scandent quelques commandos d'extrême-droite. Et *Le Figaro* trouve des accents attendris pour évoquer les barricades du Quartier Latin! Comme quoi cette presse de droite ne s'effarouche pas du désordre et de la violence en toutes circonstances! Certains, leaders des partis de droite ou d'organisations patronales et professionnelles, voient plutôt d'un bon œil la possibilité d'une déstabilisation pour défendre leurs intérêts et reprendre directement en mains les affaires gouvernementales. Cela exige attention et vigilance de la part des forces ouvrières et populaires. Mais comment cela?

On aurait tort cependant de ne voir dans les mouvements actuels des paysans, commerçants et étudiants qu'une simple manipulation de la droite et de conclure que l'action des petits commerçants est pétainiste car Bernasconi ou autres Deuil le sont bel et bien. Car il s'agit de mouvements réels, divers et complexes, motivés par la défense d'intérêts particuliers à différentes couches sociales. Intérêts corporatistes, voire poujadistes certes, il y a de cela dans la juxtaposition des revendications. Mais on ne saurait les identifier aux intérêts stricts du grand capital et de son redéploiement impérialiste.

Quand des milliers d'étudiants descendent dans la rue, on ne saurait uniquement apprécier qu'ils s'opposent à la réforme gouvernementale de l'Enseignement et qu'ils sont donc réactionnaires. Leur action trouve un terrain dans l'inquiétude de la perspective du chômage et dans le malaise du système éducatif. Les enseignants eux-mêmes ne viennent-ils pas aussi de manifester leur préoccupation de la détérioration des conditions de travail pour élèves et enseignants? Quand les petits commerçants s'en prennent à l'alourdissement des charges fiscales, quand les petits paysans s'inquiètent des prix et des montants compensatoires, ils révèlent des mécanismes économiques destinés à les éliminer au profit des intérêts monopolistes français et européens. Quand la droite était au gouvernement, ne disions-nous pas : c'est le système capitaliste qui les écrase et les liquide? Hier alliés de la classe ouvrière dans le combat anticapitaliste, aujourd'hui «hordes de la droite»... parce que des socialistes et des communistes sont en poste à l'Élysée et dans les ministères?

C'est bien là que le bât blesse. Aujourd'hui, bien des couches et classes en viennent dans leurs actions à scander des mots d'ordre contre les ouvriers de Renault, contre les immigrés de Citroën. Derrière les slogans racistes et anticomunistes, se révèlent une rupture dangereuse d'avec la classe ouvrière, voire une mobilisation contre elle. L'enjeu est de taille pour les travailleurs : petits commerçants, petits paysans, étudiants seront-ils alliés de la classe ouvrière ou rejetés vers le grand capital, le patronat et la droite? Reconnaissons-nous la réalité de leur malaise convergent avec les revendications des ouvriers face à l'offensive du capital et aux mesures d'austérité engagées? Ou bien accentuera-t-on un divorce uniquement profitable à la droite et à son entreprise de déstabilisation?

Camille GRANOT

## ETATS GÉNÉRAUX POUR LE DÉSARMEMENT

A l'initiative du Mouvement de la Paix, plus de 500 personnalités et de nombreuses organisations avaient décidé d'appeler à la tenue, samedi 7 mai, des «*Etats généraux pour le désarmement*» de la région parisienne. Pendant toute la journée, plusieurs centaines de personnes ont discuté autour de quatre thèmes proposés : la course aux armements et la sécurité; l'équilibre des forces; les incidences de la course aux armements sur le bien-être des peuples et le développement; le rôle de l'opinion publique pour obtenir la réduction des armements. Diversité, désir d'échange, recherche de convergences ont été les traits marquants de ces débats, comme le souligna Bernard Lacombe en clôturant la séance plénière.

Des points de vue contradictoires se sont, en effet, exprimés sur les responsabilités des deux superpuissances, sur la politique gouvernementale, sur la force nucléaire française, sur les voies du désarmement. Mais aussi convergents : comme l'indiqua Pierre Luc Séguillon rendant compte de son carrefour : «*Chacun est d'accord pour dire : les deux grands possèdent les armements les plus puissants, ils doivent commencer.*» Convergences aussi pour rejeter la course aux armements comme facteur de sécurité.

Deux résolutions ont été adoptées à la fin de la journée : la première souhaite que des Etats généraux nationaux pour le désarmement se tiennent à la fin de l'année 83 «*dans les mêmes conditions d'ouverture*». La deuxième décide l'envoi d'une délégation aux négociateurs soviétiques et américains à Genève pour leur exprimer la volonté de voir la négociation de Genève aboutir à une réduction substantielle des potentiels d'armes nucléaires résultant des implantations existantes et des décisions récentes de l'OTAN.

P. Bauby intervenant dans le débat, indiqua en particulier : «*Un mouvement pour la paix et le désarmement ne serait pas crédible s'il était unilatéral : l'installation des Pershing et Cruise n'étant pas plus tolérable que le maintien de centaines de SS20 braqués sur l'Europe.*» Faisant remarquer que la course aux armements conventionnels devait être aussi combattue, il proposa la prise en compte de ces deux objectifs : la dissolution simultanée des deux blocs militaires et le départ des troupes étrangères de tous les pays.

Enfin, il appela à ne pas s'en tenir à une vision strictement hexagonale, voire européenne, de la lutte pour la paix : celle-ci comptant aux premiers de ses rangs les luttes pour l'indépendance et l'arrêt des interventions étrangères — du Nicaragua à l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud au Cambodge — et la lutte des pays et peuples du Tiers Monde pour un nouvel ordre économique mondial.

## 63<sup>e</sup> CONGRES DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

« La Ligue des droits de l'homme a toujours su faire le départ entre ce qui mérite la louange et ce qui encourt la critique. » Telle est la conclusion du commentaire qu'elle vient d'adresser, le 2 mai dernier, aux députés et sénateurs sous la plume d'Henri Noguères, concernant le projet de loi modifiant le code du Service national.

Tel a été l'esprit animant son 63<sup>e</sup> Congrès fin avril, où a été dressé un bilan minutieux des réformes positives mais aussi des insuffisances, des lenteurs et points critiquables de l'action gouvernementale en matière de droits et libertés au regard des propres objectifs de la Ligue. Ainsi, son 63<sup>e</sup> Congrès a lancé un « appel solennel au gouvernement et au groupe socialiste à l'Assemblée nationale » afin que soit annulé l'amendement du groupe socialiste admettant empreintes digitales, photographies et fichages à l'occasion de contrôles d'identité. « *Vigilance, exigence, impatience* », tels sont les trois termes par lesquels la Ligue a caractérisé son attitude, déjà à son Congrès de Lille en 1982 et depuis.

Ceci concerne un grand champ de l'activité sociale et politique, où la Ligue des droits de l'homme a réaffirmé ses objectifs : la réforme du statut de l'objectif de conscience — dont la Ligue souligne des insuffisances malgré les points positifs déjà retenus ; la réforme du Code pénal ; la transformation du régime pénitentiaire ; la garantie de l'indépendance de la magistrature ; la garantie de l'indépendance des journalistes et journaux face aux pressions du pouvoir, des groupes privés et annonceurs ; le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers immigrés justifiant de plus de cinq années de présence sur le territoire français, etc., etc.

A travers son bilan d'activités et les débats du Congrès se sont révélées à la fois la mutation engagée vers une organisation active et militante et sa vocation de point de rassemblement des forces ouvrières et populaires sur la question des libertés.

Son 63<sup>e</sup> Congrès s'est plus particulièrement penché sur le problème « délinquance-prison » face à l'idéologie et aux pratiques sécuritaires. Celui de l'an prochain sera consacré à la laïcité.

Abonnement à PCML Flash  
un an : 60,00 F

Abonnement groupe  
PCML Flash et Travailleurs mensuel  
6 mois : 80,00 F — soutien : 100,00 F  
un an : 150,00 F — soutien : 200,00 F

## FRANÇOIS MITTERRAND, A PEKIN, AMÉLIORE SA POSITION SUR LE CAMBODGE

La visite de François Mitterrand en Chine a été l'occasion de donner une nouvelle impulsion aux relations franco-chinoises : projet de construction d'une centrale nucléaire, position favorable de la France à la vente de Mirages 2000, coopération dans le domaine du transport, développement des échanges culturels.

Cette visite a aussi été l'occasion de préciser les positions de la France sur le problème du Cambodge. Alors que Claude Cheysson affirmait voici quelques semaines à Hanoi, « ne pas souhaiter le départ des troupes vietnamiennes du Cambodge si cela doit conduire à une répétition des horreurs de Pol Pot », François Mitterrand a souligné que la France et la Chine sont d'accord « sur l'analyse et sur

l'objectif ». Les deux pays condamnent l'occupation militaire du Cambodge par l'armée vietnamienne et l'installation d'un gouvernement de complaisance, veulent agir pour que le peuple cambodgien dispose de lui-même, choisisse ses institutions et ses dirigeants par la voie démocratique et des élections libres, et souhaitent que le Cambodge se dote d'un statut de neutralité.

François Mitterrand a cependant maintenu son opposition à la reconnaissance du gouvernement de coalition présidé par le prince Sihanouk, représentant l'ensemble des forces qui combattent pour la libération du Cambodge et reconnu à l'ONU par une majorité croissante des pays du monde.

### Revenus agricoles :

#### UN CHIFFRE QUI MASQUE LA RÉALITÉ

+9,1%, telle est l'augmentation en 1982 du revenu réel agricole moyen — hausse des prix déduite — par exploitation que vient de publier la Commission des Comptes de l'agriculture de la nation. Chiffre amplement utilisé ces derniers jours pour s'étonner voire dénoncer les manifestations paysannes qui se poursuivent au moment où se décident les prix agricoles pour 1983 et le démantèlement des montants compensatoires (cf. *PCML-Flash* n°37). Chiffre qui ne veut, pourtant, rien dire en lui-même.

D'abord parce qu'en règle générale la production agricole a été particulièrement élevée en 1982 du fait des bonnes conditions climatiques : la production a augmenté de 8,7%, en particulier pour les produits végétaux. Ensuite parce que l'augmentation moyenne recouvre d'importantes disparités selon les produits : +205% pour les vins de Champagne, mais -0,2% pour les légumes frais, -9,6% pour les fruits. Enfin, et surtout, du fait des écarts considérables entre les exploitations : il n'y a rien de commun entre la grande exploitation céréalière de la Beauce et la petite ou moyenne ferme de Bretagne, entre le gros propriétaire de vignes en Champagne et le petit viticulteur du Midi. Additionner les productions d'une part et les exploitations d'autre part ne conduit qu'à masquer la réalité de l'agriculture. D'autant que la disparition — qui se poursuit — des petites et moyennes exploitations, organisée de manière délibérée depuis une vingtaine d'années par le Marché commun agricole, contribue à faire augmenter le revenu moyen. Malgré cela, le revenu net (après déduction des amortissements) a enregistré une diminution de 0,2% en moyenne chaque année de 1970 à 1982.

### DEVANT LE CONSEIL DE L'OCDE

Devant le Conseil annuel de l'OCDE, François Mitterrand vient de lancer un appel à la reconstruction de l'ordre économique international et de proposer une conférence internationale pour élaborer un nouveau système monétaire international. Il a mis en cause l'hégémonie du dollar, la politique économique et monétaire américaine et a souligné la nécessité de développement du Tiers Monde : « *Aucune relance, aucun système monétaire, aucun système d'échange ne sera stabilisé si la situation économique et financière des pays du Sud n'est pas débloquée.* » Il a insisté sur l'urgence d'un effort exceptionnel de solidarité des pays occidentaux, en particulier en Afrique.

Mais ces intentions seraient plus crédibles et opératoires si François Mitterrand ne prenait pas comme référence les accords de Bretton Woods de 1944, qui ont assuré la suprématie du dollar et l'exploitation impérialiste du Tiers Monde, et ne proposait de tenir la conférence monétaire internationale dans le cadre du Fonds monétaire international, organisme dans lequel les pays du Tiers Monde sont sous-représentés et qui intervient systématiquement pour défendre les intérêts impérialistes.

Agir pour la paix, c'est une pré-occupation de tous au sein du mouvement ouvrier et populaire.

Quelles sont les menaces de guerre ? D'où viennent-elles ? Comment y faire face ?

Agir pour la paix, brochure du PCML, signée E. Delmas, à commander à Presse d'aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris cedex 20, 6,00 F.